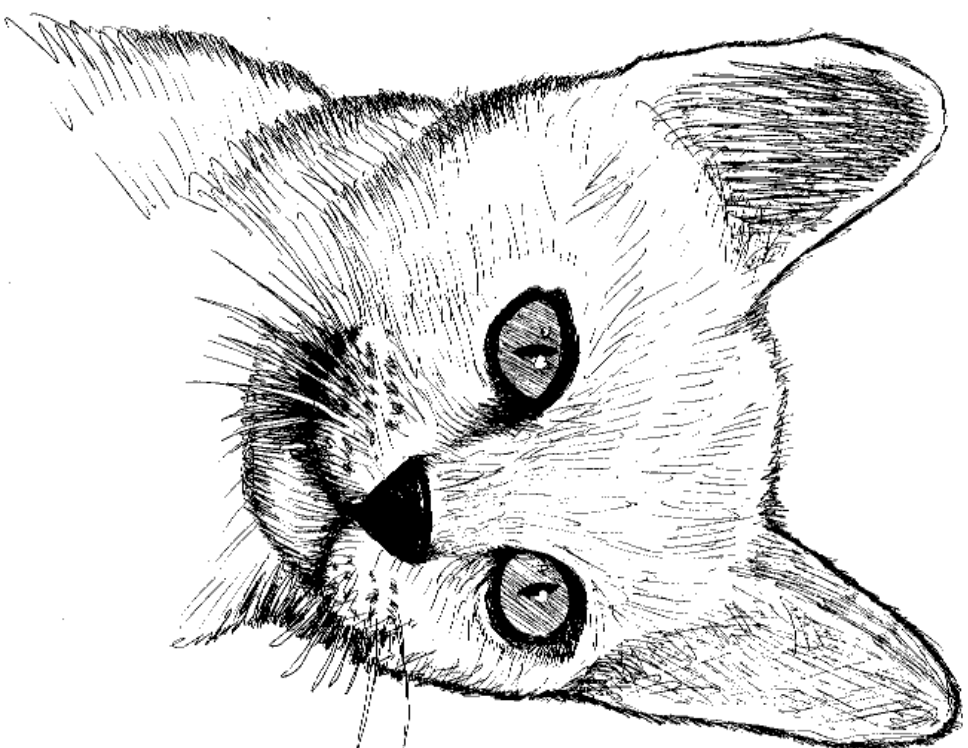


Contre le G8
L'urgence d'un autre monde



Résister au G8 — Globaliser les luttes

On entend souvent dire que les réunions du G8 ne sont que de «petites mises au point» entre les grands de ce monde... Dans les faits, se prennent, lors de ces sommets, des décisions qui touchent de plein fouet la majorité de la population de ce monde, qui n'a pas pu donner son avis, que ce soit au sujet des services publics, des droits sociaux ou des produits que l'on trouve dans les magasins (OGM notamment...). Comment se fait le lien entre ces «petites mises au point» et ce qui nous est imposé quotidiennement? l'accélération du rythme au travail, les compressions de personnel, la fermeture de bureaux de poste de quartiers, pas assez «rentables», le peu de structures existantes pour accueillir les enfants dont les parents qui travaillent ne peuvent s'occuper, l'augmentation des primes d'assurance maladie, les propositions constantes de relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes? Ces «petites mises au point» du G8 servent à orienter les politiques économiques et sociales du système capitaliste mondial —la mise en œuvre, elle, est déléguée à d'autres instances internationales (principalement le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale). Elles ont un immense pouvoir d'influence sur ces dernières et sur les gouvernements, à travers lesquelles ses politiques se mettent en œuvre. Le G8 est de fait un des fers de lance des programmes de privatisation des biens publics et mène une politique qui propage la misère et la détresse, tout particulièrement pour les femmes: _____

Le fonctionnement des sommets du G8 est autoritaire et profondément antidémocratique: les populations du monde n'ont pas accès aux décisions prises en huit clos alors qu'elles ont des conséquences directes et souvent dramatiques sur leur existence. Loin d'écouter les grondements de révolte sans cesse croissants, les maîtres de ce monde persistent avec leurs politiques d'expansion du capitalisme. Pour ne pas voir et ne pas entendre, ils se terrent derrière des murailles de béton et s'enferment dans des cages d'acier. Ainsi, le déploiement policier et militaire pour les protéger est impressionnant: les régions d'accueil sont transformées en véritables zones de guerre et des sommes gigantesques sont dépensées pour assurer la tenue de sommets sans légitimité aucune. _____

La présente brochure cherche à expliquer ce qu'est le G8, son apparition et le type de décisions qu'il a prises. La politique du G8 n'est pas étrangère aux difficultés que d'innombrables personnes rencontrent désormais dans leur vie quotidienne, ici et ailleurs: fermeture de bureaux de poste en Suisse, privatisation de la distribution de l'eau potable dans de nombreux pays du Sud, guerre subie par les populations irakienne, tchétchène, colombienne, américaine, etc., et par tous les «indésirables» de la planète. En fait, le G8 joue un rôle important dans l'accroissement de la pauvreté et de la misère dans le monde, des inégalités Nord-Sud, de l'oppression des hommes sur les femmes: La guerre qui s'installe partout et de manière durable n'est pas non plus étrangère à ses politiques: il y a un lien étroit entre les mesures de guerre économiques, la politique sécuritaire liberticide menées par les Etats et le climat de guerre permanente. _____

Nous voulons mettre en évidence la violence et l'absurdité de ce système dans son ensemble pour celles et ceux qui le subissent. En montrant les mécanismes qui donnent au G8 un pouvoir considérable sur nos vies, nous voulons inviter à l'action. La résistance à ce qui nous est imposé tous les jours est indispensable. Nous voulons un nouveau monde, pas un retour en arrière ni une politique du sparadrap. La lutte ne commence pas, elle continue. Et elle se fait tous les jours, à petite comme à grande échelle, dans les façons de vivre que nous choisissons de privilégier, dans nos tentatives de mener une existence échappant à la logique marchande. Le prochain exercice pratique aura lieu autour de l'arc lémanique du 24 mai au 3 juin, pour accueillir les délégations du G8/G21, présentes du 1er au 3 juin à Evian! _____

- p 1-2 G8: un forum informel et illégitime _____
- p 3 Organisation et orientation _____
- p 4-5 Pouvoir et influence du G8 _____
- p 5-6 Du G8 au G20 _____
- p 8 Le NERPAD _____
- p 9 Patriarcat et mondialisation capitaliste _____
- p 10-12 Néo-libéralisme, politique sécuritaire et répression _____
- p 12 Le sommet d'Evian: une politique sécuritaire programmée _____
- p 14-15 La guerre est partout _____
- p 15-17 L'urgence d'un autre monde... pourquoi lutter contre le G8 _____
- p 17-22 Aperçu (non exhaustif) des pays du G21 invités à Evian _____
- p 22-23 L'AfENA _____
- p 23-25 Lexique _____
- p 25 Lien _____

G8: un forum informel et illégitime

Le G8 (Groupe des huit) est le dernier-né d'une série de «G» mis sur pieds dès les années 1960 et qui visaient à réunir, de manière régulière et informelle, les chefs d'États des pays les plus industrialisés, les plus riches et les plus puissants de la planète. La France, les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Italie et le Japon en font aujourd'hui partie. La Russie participe également aux réunions, mais avec un statut spécial, aux compétences moindres, raison pour laquelle on parle également de G7/G8.

En 1961 déjà, les ministres des Finances et les représentants des banques centrales des pays les plus importants de l'OCDE [cf. lexique] plus... la Suisse se sont réunis sous le nom de G10. L'objectif était alors de coordonner les politiques financières et de les ajuster en regard des critères définis par les institutions financières internationales, connues sous le nom d'institutions de Bretton Woods (Fonds Monétaire International et Banque Mondiale), créées en 1944 [cf. lexique]

Dix ans plus tard, en 1971, les USA, membre du G10, confrontés à une importante crise économique et budgétaire due aux coûts engendrés par la Guerre du Vietnam, dénoncent unilatéralement ces critères internationaux parce qu'ils ne parviennent plus à les respecter – alors qu'ils les avaient eux-mêmes fixés... ! Deux ans plus tard éclate la crise du pétrole. Cet épisode marque le déclin du rôle des institutions de Bretton Woods dans la régulation de la finance internationale. Pour pallier à cette crise qui affecte les économies des pays riches, les USA amorcent des discussions bilatérales avec la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, mais aussi avec le Japon, dans le souci de limiter la prépondérance des pays européens. Ces cinq pays (le G5) se réunissent régulièrement, de manière informelle, dès 1973. En 1975, l'Italie est conviée à une réunion à Rambouillet, près de Paris. Cette première rencontre vise à formuler une réponse coordonnée à la crise monétaire internationale engendrée par l'embarco pétrolier déclenché par les principaux pays producteurs de pétrole. Le rapport officiel mentionne qu'il a été discuté «de croissance économique, de réformes monétaires, d'inflation, de chômage, du commerce et du prix du pétrole». Une année plus tard, sur pression des États-Unis, qui cherchaient à limiter davantage l'influence des pays européens, le Canada commence à participer à ces rencontres. Le G7 est né.

Entre 1976 et 1998, aucun autre pays n'adhère à ce club informel qui réunit les puissants de la planète. Quand, dans le prolongement de l'imposition du bloc de l'Est, la Russie y est invitée en 1994, c'est autant pour célébrer sa transition vers une économie de marché que pour faire honneur à sa nouvelle position de partenaire potentiel de pays autrefois ennemis. Mais c'est une célébration hypocrite: son économie est exsangue et elle attise les convoitises des pays les plus riches. Davantage contrôlée par le G7 qu'intégrée à part entière, elle ne peut, à l'instar des autres pays, participer à l'organisation des sommets et est exclue des réunions régulières des ministres des Finances, réservées aux pays du G7. Comme le montre l'exemple de la Russie, les critères de participation au G8 dépendent avant tout de l'importance stratégique des différents pays et de facteurs purement idéologiques.

Les États membres du G8 sont les plus puissants économiquement et politiquement: plusieurs d'entre eux étaient des empires coloniaux ou des puissances impériales, ce sont les plus grosses économies du monde et ils ont un pouvoir d'influence majeur sur la plupart des pays de la planète. Mais ils constituent surtout le socle des institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC [voir lexique] et sont en mesure d'influencer de manière déterminante leur orientation. Par exemple, le FMI ne peut se réformer que si une majorité de 85% des membres sont d'accord (chaque pays dispose de voix en proportion de ses contributions au budget de fonctionnement de l'institution). Or, les USA possèdent 17% des voix: ils peuvent donc à eux seuls bloquer toute proposition de réforme. Même au sein de l'ONU, qui tente de s'appuyer formellement sur une légitimité plus large, parce qu'incluant la quasi-totalité des États de la planète, trois membres du G8 (USA, Grande-Bretagne, France) disposent du droit de veto au sein du Conseil de sécurité, ce qui leur confère un pouvoir considérable. Loin de n'être qu'un club de rencontres parmi d'autres, le G8 occupe une place incontournable dans l'architecture complexe des organisations internationales. Preuve en est le fait que l'Union Européenne, **2** des représentants de la BM, du FMI, de l'OMC et de

l'ONU sont régulièrement invités à ses réunions annuelles.

Depuis trente ans maintenant, le G7/G8 joue un rôle central dans la transformation des rapports politiques et économiques planétaires dans un sens favorable aux pays riches et aux intérêts de leurs entreprises multinationales. Bien que composés de représentants élus par les urnes (mais comment? que l'on pense à Bush, Chirac, Berlusconi...), il reste un forum informel et illégitime, et de surcroît exclusivement masculin. Pour s'en convaincre, il suffit de détailler son mode de fonctionnement et les orientations politiques qu'il privilégie et dont il encourage l'application dans le monde entier, bien au-delà des pays qui y sont représentés.

Organisation et orientations

À la différence des autres instances internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, ONU, OCDE), le G8 ne dispose ni d'un secrétariat ni d'une administration permanente. Sa visibilité se réduit à la tenue annuelle de sommets trans-formés, depuis quelques années, en gigantesques spectacles médiatiques. Les pays membres (sauf la Russie) assument à tour de rôle l'accueil et l'organisation. D'abord limité à des thèmes ayant trait à la crise financière internationale, l'agenda s'est peu à peu élargi à l'ensemble des questions concernant, dans le langage du G8, la «gouvernance globale» – soit l'ensemble des décisions qui ont trait à la mondialisation [cf. lexique]. En dehors des sommets, des groupes de travail («task forces») planchent sur des questions particulières. Ils se voient tout au long de l'année et élaborent les idées qui sont discutées dans les sommets – lors desquels le pays hôte a le droit d'ajouter un thème spécifique lui tenant à cœur.

Le G8 est le symbole même d'une instance autoritaire qui viole les principes démocratiques les plus élémentaires. Quand bien même il rassemble des gouvernements dont les activités sont censées être publiques, ses réunions se font dans le plus grand secret. Il a d'ailleurs fallu attendre la montée des mouvements de protestation pour que l'opinion publique internationale prenne conscience de l'existence de ces rencontres informelles, de leurs enjeux et de leurs conséquences... Sur le plan du fonctionnement interne du G8, il n'est pas possible de savoir ce qui se discute dans les séances. Contrairement aux débats à l'intérieur de toute institution démocratique digne de ce nom, il n'existe aucune publication officielle des débats et les documents préparatoires pour les discussions ne sont pas accessibles au public. La seule possibilité de connaître la teneur des propos est le communiqué publié à la fin du sommet – mais qui est un résumé très succinct des discussions, passant sous silence les enjeux essentiels.



Pouvoir et influence du G8

Le G8 n'est pas qu'un atelier de discussions. Bien qu'il ne dispose pas d'institutions permettant l'application directe des décisions prises, c'est un formidable pourvoyeur d'idées et un arrogant donneur de leçons. Les propositions du G8 sont efficacement relayées, à court et moyen terme, par les gouvernements nationaux des pays membres, mais également imposées par divers biais à l'ensemble des pays de la planète, notamment les grandes institutions internationales.

Chaque année, le G8 propose ses « solutions » aux problèmes de « gouvernance globale » (voir lexicque), pour reprendre le jargon des chevaliers de la mondialisation. Crise financière, dette, terrorisme, sont quelques-uns des « problèmes » dont les solutions seront mises en œuvre par les institutions internationales, sous son contrôle, puis relayées par les gouvernements nationaux. Ce qui ressort des communiqués du G8 depuis bientôt trente ans, c'est une série de mesures menant à la globalisation néo-libérale et patriarcale portant sur les attaques qui les rendent possible : libéralisation du commerce et de la finance, privatisation, flexibilisation du marché du travail, politique budgétaire du zéro-déficit, taux d'intérêt élevés, etc. Le néolibéralisme [voir lexicque] est l'idéologie qui commande l'ensemble de ces mesures et qui pousse à la destruction des institutions assurant un minimum de solidarité sociale. Les quelques exemples qui suivent en donnent un aperçu.

Lors du sommet de 1982 à Versailles, le G8 se prononce pour la suppression des barrières commerciales et de tout protectionnisme : « Nous réaffirmons notre engagement de renforcer le système ouvert de commerce multilatéral, représenté par le GATT (future OMC), et de maintenir son rôle effectif. Afin de promouvoir la stabilité de l'emploi par le commerce et la croissance, nous résisterons aux pressions protectionnistes et aux distorsions commerciales » (Communiqué du G8, Sommet de Versailles, 26 juin 1982).

Même rengeaine trois ans plus tard au sommet de Bonn : « Une croissance soutenue du commerce mondial, des taux d'intérêts moins élevés, des marchés ouverts et un financement continu à des montants et à des conditions adaptées à chaque cas individuel, sont essentiels pour permettre aux pays en développement de parvenir à une croissance saine et de surmonter leurs difficultés économiques et financières ». (Communiqué du G8, Sommet de Bonn, 26 juin 1985).

Le G8 a soutenu sans réserve les programmes d'ajustement structurel [cf. lexicque] imposés aux pays du Sud depuis les années 1980. Dictés par les institutions internationales, ces programmes politiques et économiques les obligeaient à limiter leurs dépenses et à rembourser leurs dettes. Les pays en difficulté ne pouvaient obtenir l'aide financière demandée qu'à condition d'appliquer scrupuleusement ces une ligne politique et économique supposant une réduction drastique des dépenses publiques. La réduction de ces dernières s'opérait par le biais de privatisations des entreprises publiques, y compris celles répondant à des besoins fondamentaux (eau, santé, éducation...). S'ajoutaient à ces mesures une libéralisation du commerce - par l'affaiblissement des protections douanières- et une flexibilisation du marché du travail. Ces politiques ont eu des conséquences terribles et durables pour les populations du Sud et les secteurs de la santé, de l'éducation et des services minimaux ont été les premiers touchés. Elles ont contribué à dégrader considérablement les conditions de vie des femmes. Exclues en premier de ces services, elles sont de surcroît contraintes de pallier aux béances produites en raison du rôle domestique auquel elles sont traditionnellement assignées. Ceci a signifié pour elles un accroissement massif de la charge de travail.

Voici ce que disent les membres du G8 de ces politiques d'ajustement : Les pays en voie de développement, en particulier les pays débiteurs, peuvent se convertir pour jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale en adoptant des politiques d'ajustement structurel (...) couplée avec des mesures pour améliorer l'environnement pour des investissements étrangers et pour promouvoir des politiques commerciales plus ouvertes. (Communiqué du G8, Sommet de Tokyo, 26 juin 1986). L'année suivante, la même équipe réitère : « Nous soutenons le rôle central du FMI à travers ses conseils et ses financements et encourageons une coopération plus étroite entre le FMI et la

Banque mondiale, notamment dans leurs prêts liés aux programmes d'ajustement structurel » (Communiqué du G8, Sommet de Venise, 26 juin 1987).

Les recommandations du G8 vont toutes dans le sens du néo-libéralisme et donc d'une application de la logique absolue du marché au mépris des plus élémentaires protections sociales. Un des exemples les plus consternants en est sa proposition de remise en cause du système des retraites. Ainsi, le sommet du G8 de 1997 se termine sur ces recommandations : « Nous avons discuté des moyens que nous pourrions mettre en œuvre pour promouvoir le vieillissement actif de nos citoyens plus âgés eu égard aux choix et à la situation de chacun, y compris la suppression des mesures qui découragent la participation à la population active et la levée des obstacles qui existent dans certains pays à l'emploi flexible à temps partiel » (Communiqué du G8, Sommet de Denver, 28 juillet 1997).

Ce que les membres du G8 appellent cyniquement le « vieillissement actif » n'est rien d'autre qu'une proposition visant à supprimer le système des retraites et ce à l'échelle internationale et de manière concertée... La remise en cause du système des retraites en France à l'heure actuelle n'est pas sans liens avec ces décisions. En Suisse, le changement du taux de cotisation à l'assurance-vieillesse peut conduire à des baisses considérables de retraites.

Du G8 au G20

Le G8 est une formidable machine de concentration du pouvoir au niveau mondial. C'est un des instruments les plus efficaces en termes d'imposition des mécanismes de la mondialisation capitaliste et patriarcale. Il est devenu, au fil des années, une sorte de gouvernement des gouvernements, qui agit en coulisses, en dehors de toute possibilité de contrôle et d'intervention de la part des populations soumises à ses décisions. Il s'est ainsi érigé en instance puissante impuisant des politiques planétaires la plupart du temps contre l'avis même des populations concernées en premier chef. Ainsi, il raconte un sérieux problème de légitimité.

Le G8 sert à perpétuer la domination politique et le contrôle de l'économie globale de pays occidentaux à prédominance blanche, riche, industrialisés aux dépends des pays pauvres et moins développés — qui sont en majorité des populations noires, asiatiques, mélangées, indigènes, etc. Ainsi, en 1996 « les pays du G7 comptent 12% de la population mondiale, mais utilisent plus de 70% de ses ressources en terme monétaire et dominent toutes les institutions majeures de prise de décision ». Analysé dans le contexte inégalitaire mondial, en termes de répartition du pouvoir, de la richesse et de la consommation, le G8 apparaît comme l'architecte d'un système international raciste et patriarcal assurant la domination d'une infime minorité. Cela se traduit par : un accès inégal aux droits humains ; une distribution de la richesse et du pouvoir par appartenance culturelle et régions ; un racisme structurel imbriqué dans le processus économique global, les institutions politiques et les modèles culturels qu'elles promeuvent ; une pratique internationale qui attribue des droits inférieurs à certaines « autres », définis par leur catégorie de nationalité, de culture ou de sexe.

D'ailleurs, même les Etats qui disposeraient de la puissance économique leur permettant de participer au G8, tels certains pays de l'Asie du Sud-Est ou encore le Brésil, en sont exclus. Ce qui montre clairement que, derrière une justification purement économique, ce sont bien des conceptions politiques occidentales racistes qui participent de l'idéologie du G8. De plus, on voit que la puissance économique ne fonctionne pas comme seule critère d'entrée, mais qu'elle doit s'associer à l'importance géo-stratégique. L'exemple de la création du G20 (invité à Ewan) est significatif.

Suite à une série de crises financières issues de pays de « seconde zone » qui va faire monter l'inquiétude parmi les premières puissances économiques mondiales, le G8 réagit. La crise mexicaine du peso en 1994, suivie de la crise asiatique de 1997, mène les pays membres du G7 à réaliser que ces pays pouvaient constituer une sérieuse menace pour leur propre équilibre économique. Lors d'une rencontre des ministres des finances du G7 à Washington en 1999, elles décident de créer un club parallèle au G8, le G20. Celui-ci devait se centrer sur les remèdes à apporter pour réduire la fragilité de pays dits à la « périphérie » du système global — sans toucher au fonctionnement même de ce dernier.

Semblable au G8 pour son côté de club informel des élites globales, le G20 rassemble les ministres des finances et les dirigeants des banques centrales des «pays significatifs» (selon la terminologie G8...!). C'est-à-dire ceux qui doivent le plus aux marchés financiers internationaux. En plus des huit pays membres, on trouve ainsi l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud et la Turquie. Le G20 inclut également l'Union européenne, le FMI et la Banque mondiale. Le G20 est certes plus large que le G8. Mais il ne représente pas l'avis des populations du monde, pas plus qu'il ne représente la diversité des États intégrés, de gré ou de force, dans l'économie globale. En effet, la participation au G20 est fonction de «la grandeur ou de l'importance stratégique du pays qui lui confère un rôle particulièrement crucial dans l'économie globale»³. On voit ici une logique analogue à celle qui a conduit le G7 à intégrer la Russie en 1997.

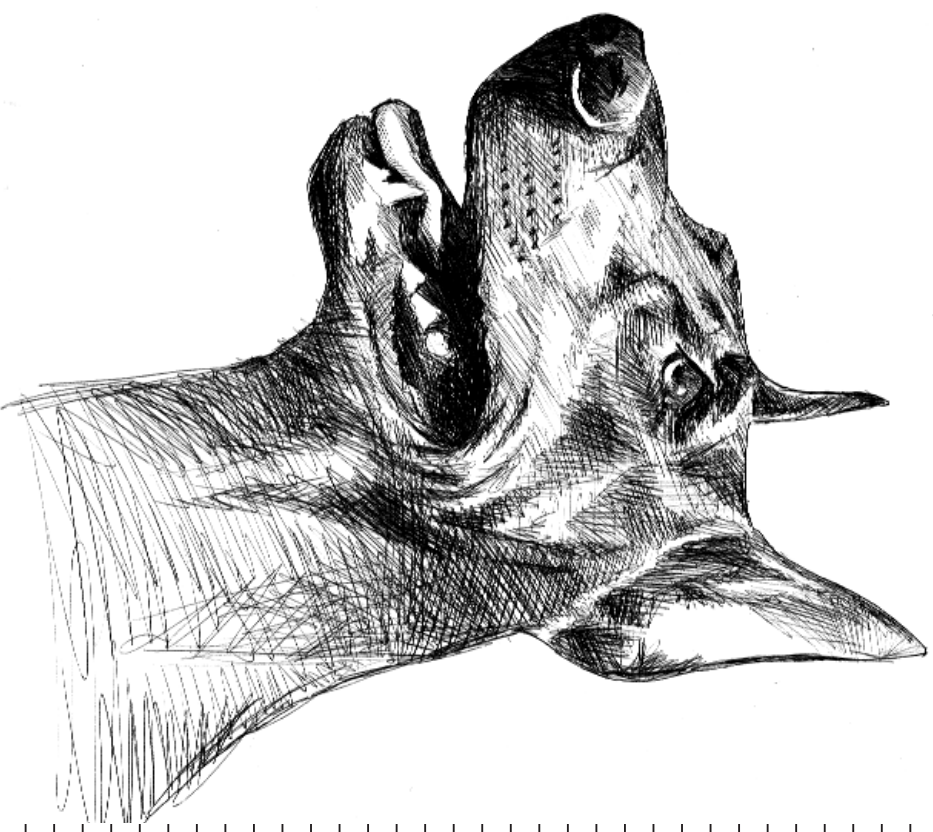
En réponse aux inquiétudes croissantes concernant sa fonction dans un ordre mondial fondamentalement injuste et inégalitaire, raciste et patriarcal, le G8 a également étendu son agenda au-delà des questions strictement économiques. En plus de promouvoir la croissance économique et de mener la «lutte contre le terrorisme», il aborde maintenant des enjeux «sociaux», parle de questions relatives à la pauvreté dans le monde, aborde la question d'un «nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique» (NEPAD, voir page 8). Mais il le fait pour se redonner bonne figure et les mesures envisagées sont ridicules en proportion de la gravité des problèmes (Sida, misère de l'Afrique, désastres écologiques, etc...).

Afin de maintenir un semblant d'appui populaire pour les politiques de commerce et d'échange néolibérales, les puissances du G8 doivent prouver à ceux et celles qu'elles gouvernent et exploitent leur souci par rapport à la dégradation environnementale, la violation des droits humains et la pauvreté croissante. Dans le langage de la «gouvernance globale», il faut «réconcilier les agendas commerciaux avec les agendas non-commerciaux»⁴ afin de protéger ceux-ci de la colère des populations qui ont vu leurs infrastructures locales, leur marché du travail et leur tissu social dévastés par les politiques de libre-échange. Le G8, en créant le G20, cherche une façon d'apaiser cette hostilité montante face aux traités de libre-échange, aux politiques de libéralisation de l'économie et à la primauté du capital global.

Mais dans le fond, rien ne change véritablement malgré les beaux discours. Déjà, lors du dernier sommet du G8, à Kananasaks au Canada en 2002, les discours sur la réduction de la pauvreté ont été utilisés pour justifier les tenants du dogme capitaliste néolibéral: privatisation, libéralisation, flexibilisation. Les paroles bienveillantes sur l'aide octroyée à l'Afrique via le NEPAD (voir page 8) servent à détourner les regards de la forme la plus grotesque de racisme et de perpétuation de programmes de privatisation propageant la misère.

Le G20 fonctionne dans les faits comme une caisse de résonance des initiatives politiques prises par le G8. Il se centre sur des ajustements de détail plutôt que sur des réformes fondamentales et ne remédie nullement à la nature même du G8. Il anime des débats portant sur des réformes secondaires, sans aborder des questions permettant de remédier véritablement à la misère et au délabrement économique des pays du Sud (comme par exemple la mise en place de protections contre l'instabilité financière ou encore la réduction inconditionnelle de la dette). Jamais les discussions ne remettent en question les mécanismes profonds qui ont mené au désastre dans beaucoup de pays du Sud.

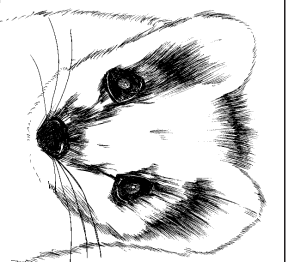
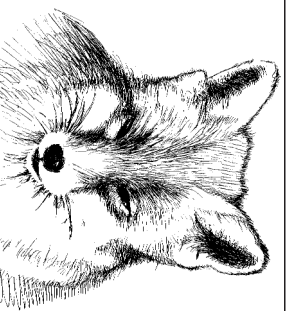
La prétention à un surcroît de représentativité par l'élargissement des pays invités et la mise à l'agenda de questions touchant les préoccupations des pays du Sud est une pure malhonnêteté de la part des puissances du G8. Elles n'ont aucune intention de mettre un terme aux coups de boutoir de la libéralisation du commerce, la libéralisation financière et la privatisation des services publics, à l'œuvre tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. Au contraire, elles effleurant les questions non directement reliées au commerce dans le but de divertir la presse, de discréditer les critiques et de déplacer les projecteurs loin de l'opposition grandissante à l'exploitation capitaliste généralisée.



Le NEPAD

Les groupes économiques et les institutions directement intéressés au renforcement de l'agenda capitaliste de libéralisation se rendent cependant compte qu'il n'est pas toujours suffisant d'ouvrir les marchés au commerce en vue de permettre aux riches d'accumuler des richesses en fonction des dikrats du marché. Les pays riches et les institutions internationales cherchent à insérer les pays pauvres dans l'économie globale et incitent à la croissance économique. Les pays moins développés entendraient alors, selon eux, dans l'arène du marché dans une position plus équitable vis-à-vis des autres nations. Le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) est l'exemple même de ce type de conceptions. _____

Le NEPAD est un projet visant à assurer «des fondements d'un nouveau partenariat intensif entre l'Afrique et les pays industrialisés». Il est issu d'un projet initialement présenté par le président sud-africain Thabo Mbeki (sous le nom de «New African Initiative») et qui critiquait le pillage des ressources naturelles et l'exploitation capitaliste du continent africain par les multinationales occidentales. Avec ses quelques pistes pour un développement futur du continent, il a été très tôt l'appui de chefs d'Etats africains (Algérie, Nigeria, Egypte). Mais, depuis sa première présentation, il a été considérablement reformulé dans le cadre du G8 (à Okinawa en 2000, Gènes en 2001 et Kanaks en 2002), du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et du Forum économique mondial de Davos. Bien que le NEPAD prétende être «basé sur l'agenda établi par les Africain-es eux-mêmes, de leur propre initiative et de leur propre gré», force est de constater que le document n'émane pas des peuples d'Afrique mais de gouvernements négociant avec les promoteurs des intérêts capitalistes occidentaux. _____



Le NEPAD prétend vouloir établir un «partenariat égalitaire avec les sociétés africaines» en cherchant à combler les fossés qui s'est élargi au cours des siècles à cause de relations inégales. Il vise à «créer un cadre pour l'intégration des pays africains dans le système commercial international et l'économie mondiale, d'où de nouvelles possibilités de croissance pour une croissance fondée sur le commerce». Le mot est lâché! C'est en effet par l'application systématique des dogmes néolibéraux que ce programme entend redresser le continent africain. Il vise la libéralisation des échanges [cf. lexique] pour faciliter l'accès aux marchés, l'élimination des barrières douanières, la suppression de toute forme de subvention à l'exportation, la levée des «obstacles aux importations provenant du reste du monde», le renforcement des droits de propriété. Il s'agit avant tout d'améliorer le climat d'investissement pour les entreprises étrangères et plus généralement de «renforcer la coopération internationale afin de la dette est accordé si des «politiques efficaces» et de «bonne gouvernance», c'est-à-dire suivant à la lettre les préceptes imposés par les institutions internationale et les pays du Nord, sont menées. A aucun moment il n'est question d'une autre stratégie pour établir un rapport de force égalitaire à long terme avec les pays occidentaux et leurs multinationales. La stratégie pour le développement de l'Afrique du NEPAD s'insère parfaitement dans le cadre de la mondialisation capitaliste et le modèle néolibéral de développement, l'ouverture des marchés et la mise en place de conditions favorables aux investissements privés étrangers. _____

Patriarcat et mondialisation capitaliste

Les politiques économiques imposées par le G8 et le G20 par le biais des institutions internationales ont des conséquences terribles sur les conditions de vie des femmes, dans le monde entier. Le travail essentiel pour assurer la reproduction sociale, que ce soit l'éducation des enfants, les tâches domestiques, le soin apporté aux autres est assuré de manière écrasante par les femmes. Elles assurent à elles seules plus des 2/3 des heures de travail effectué dans le monde. Mais une grande part de ce travail n'est pas reconnu et il reste impayé. De ce fait, il sert les hommes et les intérêts capitalistes: les femmes se retrouvent ainsi doublement exploitées. _____

Les politiques de privatisation des services publics ont pour conséquence le retrait d'activités prises auparavant en charge par l'Etat. Or, assurées par des services publics ou pas, ces activités doivent être effectuées pour rendre possible le maintien de la société – on peut penser, entre autres, à la prise en charge et l'éducation des enfants. Or, sans l'intervention publique, que se passe-t-il? Soit ces activités entrent dans le marché de l'échange capitaliste car elles sont rentables, soit elles ne le sont pas et entrent dans le domaine informel et impayé (notamment: travail domestique, bénévolat, etc...). Certaines activités ne peuvent pas être mises de côté par les sociétés, sous peine de mettre en danger leur propre reproduction. Elles devront être assurées d'une manière ou d'une autre. Or ce sont les femmes qui, dans une immense majorité, se retrouvent à les assurer. Ainsi, la mondialisation capitaliste, impulsée notamment par le G8, pousse à un surcroît de travail sur le dos des femmes. _____

Les femmes sont touchées les premières par la mondialisation capitaliste qui s'appuie sur le patriarcat et le renforcement – la domination des hommes sur les femmes. L'ouverture au marché du travail capitaliste, pour les femmes, n'est pas allée de pair avec un surcroît de liberté mais, dans la plupart des cas, avec davantage de charges. Malgré les avancées des revendications féministes, l'égalité entre hommes et femmes est loin d'être acquise (en Suisse, ces dernières gagnant en moyenne 30% de moins...). Les femmes continuent majoritairement à s'occuper gratuitement du foyer – et ce, même lorsqu'elles exercent une activité salariée. Leur salaire est considéré comme un revenu d'appoint. Leur condition en fait des proies idéales pour l'exploitation capitaliste: c'est une main d'œuvre flexible et engagée majoritairement à temps partiel et qui n'a, dès lors, pas accès aux protections sociales. _____

La globalisation capitaliste et patriarcale est aussi celle de l'exploitation du corps des femmes et des filles et de la violence masculine. Le commerce du corps des femmes est mondialisé: traite des femmes, réseaux de prostitution, méers porteuses, ventres d'épouses «exotiques» sur la toile, pornographie. _____

Dans les pays du Sud, les conséquences de la mondialisation sont bien plus importantes que dans les pays riches. L'exploitation des femmes est d'une violence intense et met directement en jeu leur existence². Dans le monde, 80% des pauvres sont des femmes et ces dernières possèdent moins de 1% de la fortune mondiale. Les entreprises multinationales implantées de part et d'autre du globe à la recherche de main d'œuvre bon marché et servile ont compris que les femmes sont des cibles toutes désignées: leur statut de travailleuse (revenu d'appoint) leurs permet de les sous-payer; elles exploitent leur sentiment de responsabilité envers leur famille pour imposer des conditions inhumaines. _____

A cela s'ajoute que le G8, les institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, imposent un modèle de fonctionnement inspiré par un modèle d'acteur économique masculin. La logique du marché concurrentiel, la recherche de la performance économique à tous prix, sans égards pour l'existence des êtres humains, sont les valeurs de la compétition qui prédominent chez les hommes, traduites en programmes économiques planétaires. Ces conceptions heurtent de plein fouet les dynamiques, largement portées par les femmes, d'entraide, de solidarité et de soin à autrui. Ainsi, les institutions internationales porteuses de néolibéralisme sont des vectrices, à travers leurs programmes économiques, du patriarcat et du renforcement de la domination masculine généralisée. _____



Neo-libéralisme, politique sécuritaire et répression

L'application des recettes néo-libérales s'est faite par le biais des institutions internationales et a été minutieusement relayée par les gouvernements nationaux. Le G8 est un donneur d'idées et un propulseur de politiques. Depuis le début des années 1990, cela s'est traduit par le démantèlement de l'Etat-social et plus généralement la privatisation croissante de l'ensemble des ressources nécessaires au maintien des solidarités: santé, éducation, emploi, etc. Le néo-libéralisme est une politique totale: c'est l'ensemble des rapports sociaux qui se trouvent ainsi transformés et l'ensemble des discriminations qui se trouvent renforcées. _____

Le néolibéralisme a des conséquences immédiates sur l'existence quotidienne, les conditions de travail, les manières d'être en société. Ceci, y compris dans les moments les plus «barbares» – pensons par exemple aux services élémentaires comme la poste, les télécommunications. La relation au guichet s'est transformée de fond en comble, rarement pour le meilleur, depuis l'imposition des recettes néo-libérales. _____

L'imposition systématique de ces recettes a eu comme conséquence une privatisation des biens collectifs, une aggravation de la précarité et de la pauvreté, en même temps qu'elle permettait une concentration de la richesse dans des proportions inouïes. La destruction du compromis social a eu pour conséquence l'explosion des inégalités, la croissance de populations marginalisées. De plus en plus de personnes ont eu à faire face à la menace permanente du chômage, de l'instabilité et l'insécurité économique, produite sciemment par les entrepreneurs capitalistes. En même temps, les mesures économiques ont produit une masse croissante d'indésirables du système mis sur la touche (ou en prison): pauvres, chômeur-ses-**10**, requérants-e-s d'asile, mendiant-es, prostituées, jeunes pro-

létaires, jeunes catalogués «délinquants», squatters-ses, nomades. Dans certains cas, ces mesures sont allées de pair avec une montée de la contestation et un accroissement des luttes sociales. Mais la loi du marché soumet à une discipline quotidienne celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'y résoudre. _____

Le discours sur l'insécurité est une tentative, pour les classes dominantes qui ont appliqué à la lettre les recettes néo-libérales, de faire face à cette situation nouvelle. Après avoir produit des «indésirables» en masse, elles cherchent à s'en débarrasser, notamment en brisant les élan de contestation de l'ordre néo-libéral et mènent une véritable guerre contre tout ce qui le remet en cause. Les «indésirables» sont stigmatisés et réprimés: ainsi, le droit au chômage est contesté, celui ou celle qui y fait appel devient suspect-e; le droit d'asile est attaqué, faisant a priori de chaque requérant-e un-e profiteur-se et un-e criminel-le en puissance. Celui ou celle qui manifeste contre les inégalités devient un-e ennemi-e de l'ordre public. Hors de la société libérale et de la consommation généralisée, point de salut! _____

L'ordre social basé sur un relatif compromis et la légitimité qui va avec (paix sociale négociée, Etat-social, etc.) a été cassé par les groupes dominants et donne jour davantage encore à un ordre basé sur la compétition économique, la force brute et la tentative d'étouffement de toute voix discordante. Cet ordre n'a plus de légitimité. Il ne s'agit plus de discuter et trouver un compromis avec les opposant-es mais de les écarter. Les personnes qui portent un message autre, une résistance, un espoir de changement, sont d'emblée transformées en «ennemi intérieur» par le discours sécuritaire: «méfions-nous des individus qui ne peuvent ou ne veulent s'adapter à cette nouvelle société!», entend-on. De manière analogue au discours guerrier qui doit identifier un ennemi pour se légitimer (hier l'URSS, aujourd'hui, le «terrorisme»), le néo-libéralisme produit des «ennemis intérieurs» dont il faudrait se prémunir. _____

Le meilleur moyen de faire taire les résistances, c'est de les criminaliser. Ainsi, nous assistons à un renforcement des mesures liberticides comme la répression accrue des mouvements sociaux et une augmentation des pouvoirs et des moyens de la police: extension du contenu des fichiers de police, recours à la surveillance électronique, élargissement des fichiers d'empreintes génétiques, facilitation des perquisitions, etc. La politique sécuritaire porte atteinte aux droits élémentaires de manifestation, permet de violer le principe de la libre-circulation des personnes en bloquant les personnes aux frontières ou encore en érigeant de nouvelles frontières. La liberté de manifester, déjà mise à mal à Davos en février 2003, est encore remise en cause dans le cadre du sommet du G8 à Evian. Celles et ceux qui défendent le droit élémentaire à manifester deviennent suspects de nuire aux intérêts de la «démocratie», entend-on. Mais de quelle démocratie parle-t-on quand défendre un droit, en user, c'est risquer de se voir matraqué, emprisonné? Le tour de force des politiques néo-libérales est bien d'avoir réussi à stigmatiser par le discours sécuritaire celles et ceux-là mêmes qu'elles ont préalablement mis sur la paille. Il rend les personnes responsables de leurs expressions de colère et de leur envie de les manifester ensemble: ainsi, elles faudrait s'en prendre à eux si des manifestations massives ont lieu contre l'ordre injuste qui leur est imposé... _____

La politique sécuritaire est une politique de la peur. Il s'agit de faire «péier de trouille» les populations en brandissant sans relâche le danger potentiel. Celui des «voyous» avides de petits larcins, celui des «casseurs» prompts à faire éclater la première vitrine, celui des terroristes prêts à tout faire sauter. Mettre en scène le risque et faire peur en agitant la menace (alant du petit larcin à l'attaque terroriste, en passant par les armes chimiques...) permet de tenir par la bride les populations craintives, de renforcer les mesures de police et de mater sans ménagement les «indésirables». Ainsi non seulement les populations se déjouent des réels problèmes de leur vie quotidienne (chômage, pollution, précarité, sexisme, racisme, homophobie, etc.) et se focalisent sur cette «montée de l'insécurité» mais, de plus, elles sont promptes à tolérer des mesures policières qui sont plus dignes de l'Etat d'urgence que de la démocratie. _____

La politique sécuritaire est une politique autoritaire. Elle interdit d'emblée toute entrée en discussion sur des arguments avancés par différentes parties en présence et se ferme à l'usage de la parole. Elle impose, par les armes s'il le faut. Ainsi, pour les global leaders, la mondialisation capitaliste n'est pas négociable. Peu importe les résistances, les critiques et les modes d'organisation divergents. Co-**11**-même toute force autoritaire et illégitime, le G8 se pro-

tège derrière les clôtures métalliques et les murs de béton érigés pour sauvegarder ses rencontres secrètes. Ses membres se masquent, se dissimuler à la population, se mettent hors d'atteinte des regards et des mots. Il s'agit de ne pas avoir d'oreilles pour entendre les cris de colère venus du monde entier. Il s'agit de se boucher les yeux pour ne pas voir le visage de celles et ceux qui scandent « justice sociale!» pour le monde entier. _____

Le G8 à Evian et l'escalade sécuritaire qui l'accompagne témoignent de cette évolution. Les forces militaro-policières vont assurer la sécurité des puissants et insécuriser les manifestant-es avec leurs matraques et leurs équipements guerriers. Elles sanctifient un forum illégitime et criminalisent les faibles, les exclu-es et les opposant-es. De Bagdad à Evian, plus que jamais, le capitalisme s'appuie sur une logique guerrière pour avancer et écraser celles et ceux qui ne sont pas cotés-es en bourse. ... _____

Le Sommet d'Evian: une politique sécuritaire programmée

En Suisse, pour les trois cantons de Vaud, du Valais et de Genève, les mesures de sécurité inhérentes au G8 représentent une dépense de 37,6 millions de francs. Vaud se taille la part du lion, puisque c'est le canton qui aura les principales tâches à remplir. Son budget culmine à près de 12 millions de francs. Pour éponger quelque peu ces factures, la Confédération suisse rembourse aux trois cantons un forfait de 14 millions qui se répartit selon leurs charges: Vaud touchera plus de 8,3 millions, ce qui lui laissera un solde négatif d'un peu plus de 3 millions. Genève devrait assumer une dépense globale de 2 millions et le Valais de 1 million. Quant à la Confédération, elle devrait se faire dédommager à raison de 12 millions d'euros (18 millions de francs suisses) par la France. Ces chiffres étant donnés par les autorités, on peut s'attendre à ce qu'ils soient largement sous-évalués. _____

Les dispositions prévues dans le cadre du sommet du G8 font de Lausanne, Genève et des environs une véritable zone en guerre. Celle-ci est censée garantir la sécurité de huit gangsters et leur clique qui se réunissent pour continuer à imposer en toute impunité une logique guerrière avec laquelle une imposante majorité de la planète n'est pas d'accord — mais dont elle est la première à payer le prix. Evian, premier endroit prévu pour manifester notre désaccord, sera inaccessible et déclarée zone d'interdiction totale pour toute personne ne disposant pas d'un laissez-passer. La zone d'interdiction fut ensuite progressivement étendue à Thonon, puis au centre d'Annemasse et la question se pose aujourd'hui pour Genève. A Lausanne, il est question de zones rouges, pour que les chefs d'Etat et les délégations du G20 (voir l'aperçu ci-après sur les pays du G20) puissent déjeuner en paix et goûter sans souci aux lambris dorés de luxueux palais. Les abris anti-atombiques devraient être massivement investis par les forces de l'ordre, la protection civile et l'armée! L'espace aérien au-dessus du lac sera restreint. Des F/A 18 armés — comme à Davos lors du Forum — du côté suisse, et des Mirage 2005, des hélicoptères Alouette III, un avion-radar du côté français sont prévus pour mieux protéger les saigneurs de la conquête et la destruction du monde. _____

Il est clair que les 37,5 millions de francs suisses ne suffiront pas pour couvrir les frais engendrés par ces menées sécuritaires. Que cela soit en France, en Suisse, au niveau des cantons ou de la Ville de Lausanne, ce sont les habitant-es qui paieront. Il reviendra aux mêmes contribuables, qui ont déjà financé la faillite du Crédit lyonnais, de Swissair et les mesures de sauvetage de la Banque cantonale vaudoise, de sponsoriser les personnes les mieux loties de la planète au niveau pécurinaire. Des personnes qui, par ailleurs, ont les mains tachées de sang, vu les répressions envers les populations se trouvant à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières de leurs pays respectifs. — _____

Cette question budgétaire est éminemment politique: les parlementaires (socialistes y inclus) qui ont alloué aux forces de police vaudoises au moins 3 millions (probablement 8 bientôt) pour s'équiper à nouveaux frais devront trouver une justification de leurs dépenses. Quelle sera la réaction de la population s'il s'avère que les moyens mis à disposition se révèlent disproportionnés? Cette militarisation rampante des esprits facilite l'identification d'un ennemi fantasmé, le et la «manifestant-e dangereux», et fait régner l'idée que des dérapages seront inévitables. Criminaliser les mouvements de résistance pour mieux les stigmatiser, leur imputer d'emblée la responsabilité des dérapages éventuels et justifier les interventions musclées des forces de l'ordre: voilà une logique perverse que nous refusons de cautionner. _____



La guerre est partout

Les ingrédients du discours sécuritaire se retrouvent dans la logique (masculine) de guerre. Les gouvernements qui ont appliqué les politiques néo-libérales sentent le vent tourner. Des résistances se font jour : la lutte pour les services publics, la colère des populations jusqu'ici plutôt préservées, les diverses formes de contestation dans le monde entier signalent un refus grandissant. Face à ce qui apparaît comme une perte de légitimité, les gouvernements recourent à la rhétorique de la guerre – intérieure, sous forme de discours sécuritaire, extérieure, sous forme de discours de conquête. C'est une stratégie politique. En effrayant les populations par une focalisation sur l'omniprésence des dangers de toutes sortes, elle détourne les yeux des véritables problèmes. Les ennemis intérieurs deviennent les causes des préoccupations et encouragent le déploiement militaire-policié censé nous protéger des dangers qui nous menacent. _____

Les ennemis extérieurs deviennent des marionnettes que les puissants agitent pour mobiliser les populations autour de leurs projets guerriers. Chacune et chacun est appelé à la mobilisation totale et la subordination aux intérêts supérieurs du gouvernement de guerre – y compris ceux qui sont en guerre contre la guerre. Chacun s'en remet à son gouvernement qui décidera, à la place et pour des milliers, de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas. Dans le débat sur la guerre en Irak, on a pu voir en France combien la popularité de Chirac était une expression de une soumission dangereuse à la figure autoritaire du Chef. La logique de guerre permet le renforcement des pouvoirs autoritaires. Lorsqu'elle se transforme en guerre permanente contre «le terrorisme», elle installe durablement des systèmes répressifs et liberticides. _____

Le capitalisme est une compétition de tou-tes contre tou-tes par des moyens monétaires qui laisse une majorité sur le carreau. La guerre est une compétition de tou-tes contre tou-tes par des moyens militaires qui envoie une majorité sous le carreau... La guerre est l'expression la plus crue de la compétition universelle imposée par le capitalisme. Les années nonante ont montré que les pays occidentaux, à la pointe du capitalisme, n'ont pas tous les mêmes intérêts : le consensus de façade qui tenait par l'existence d'un ennemi commun avant 1989 s'est brisé avec la chute du Mur de Berlin. Dans ce cadre, le G8 est devenu un des lieux du grand marchandage entre des acteurs cherchent à assurer des profits, défendre des intérêts, mais selon des configurations qui varient. Les Etats-Unis ne sont pas les seuls maîtres à bord : ils cherchent des alliances, dans un jeu subtil de coopération-concurrence avec ses alliés occidentaux. Les positions «pacifistes» de Chirac, Poutine, Schröder et consorts ne doivent pas faire illusion. Ils ne sont pas absents du terrain militaire (Côte d'Ivoire, Tchétchénie, Kosovo...). Par ailleurs, ils mènent une guerre économique sans merci dans un monde où la fin de l'équilibre géo-stratégique issu de la Guerre froide a ouvert de nouveaux appétits : _____

La guerre en Irak peut être vue comme un coup, d'une violence extrême, porté sur l'échiquier politique international par les Etats-Unis. Suivant le principe cynique de la «destruction créatrice», elle favorise l'industrie d'armement avant, pendant et après la guerre, et permet l'ouverture de nouveaux marchés pour d'autres secteurs industriels. _____

La guerre sert la logique de l'expansion capitaliste et patriarcale en détruisant systématiquement les basses des activités économiques qui ne sont pas soumises à la logique de l'accumulation. Elle détruit les formes d'autosuffisance économique et sépare les personnes de leur milieu de vie par les migrations forcées. Elle les rend dépendantes de l'extérieur, notamment des pays multinationales capitalistes. La dépendance économique qui s'installe par la destruction des infrastructures du pays permet l'ouverture de nouveaux marchés pour les entreprises capitalistes qui s'implantent dans la région. Les nombreux conflits en cours (guerres civiles oubliées en Afrique ou ailleurs, guerre de basse intensité au Mexique) sont étroitement liés à la recherche de nouveaux marchés, en même temps qu'ils se nourrissent des effets dévastateurs des politiques néo-libérales. Les deux exemples qui suivent illustrent les liens étroits entre la guerre et la mondialisation capitaliste prônée notamment par le G8. _____

En Irak, on apprenait avant même l'annonce officielle **14** de la guerre (une guerre qui dure en fait depuis plus de

dix ans), que le Pentagone avait déjà mandaté en secret plusieurs entreprises américaines pour assurer la reconstruction d'un pays dévasté par l'armée américaine et bientôt transformé en gigantesque marché. Cinq d'entre elles sont directement liées à la famille Bush ou à l'un des membres de son administration. Pour assurer une mainmise directe sur les ressources économiques du pays, les colons américains ont mis sur pied une équipe gouvernementale américanisée chargée, avec l'appui d'un commandement militaire, de conduire le pays vers «la démocratie, Démocratie pour qui ? Pas pour les populations irakiennes vivant sur place, d'embée exclues du processus et bientôt dépossédées de leurs propres richesses. En effet, et c'est un fait unique dans l'histoire du pétrole, les Etats-Unis envisagent de céder à des entreprises privées les droits de propriété des puits de pétrole. Autrement dit, même le sous-sol irakien sera bientôt privatisé. _____

Les programmes d'ajustement structurel [cf. lexique] imposés par le G8 sur les pays du Sud cachent des mesures d'une violence extrême obligeant les pays à privatiser les services publics, privilégier l'économie d'exportation, entrer dans le moule néo-libéral de la globalisation. En coupant dans les budgets l'éducation, ces programmes ont contribué à faire sortir de l'école des milliers d'enfants dans le monde et les livrer au marché de la guerre. Des milliers d'enfants africains qui devaient être écoliers sont devenus des enfants-soldats à la merci des armées et des groupes paramilitaires. Le G8 a une part de responsabilité dans l'installation d'une logique de guerre permanente de part et d'autre de la planète. _____

La guerre est le produit des valeurs de la compétition masculine et de la virilité. Elle s'appuie sur la domination des hommes sur les femmes et l'accentue davantage. Toutes les guerres fonctionnent sur la base de la suprématie masculine et renforcent l'oppression des femmes. Ces dernières ont à subir la violence barbare guerrière et sont les premières victimes. 9 victimes sur 10 des guerres actuelles sont des civils. En temps de paix déjà, les femmes subissent des agressions sexuelles, des viols, la contrainte de la prostitution devant la misère, les grossesses forcées. La militarisation décuple les violences spécifiques à l'égard des femmes, promue par une culture militaire masculine directement tournée contre ces dernières. _____

L'urgence d'un autre monde... Pourquoi lutter contre le G8 ?

Depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, un nouvel ordre mondial a pris naissance. Les facteurs internationaux ou «globaux» jouent désormais un rôle premier sur les réalités locales. Les institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'ONU sont des instances formelles et leur existence est connue. A côté de ces dernières, se sont mis en place de multiples cercles informels de discussion et de prise de décision. Le G8 en est un mais il n'est pas le seul : il y a notamment les multiples forums de discussion (dont le World Economic Forum de Davos est l'exemple le plus criant). Mais il y en a d'autres que nous ne connaissons pas. De nombreux lieux de pouvoir inconnus du public – et des médias – existent, dans lesquels se passent des accords entre des multinationales, des institutions et même des représentants d'Etats. Les cercles informels de cet acabit sont peuplés d'une «élite globale», multilingue et multiculturelle, vivant dans «l'hyper-monde» des relations globales de pouvoir. _____

Ces nouveaux centres de pouvoir sont diffus et se déplacent. Ils n'ont rien à voir avec les principes démocratiques, mêmes formels : ce sont des espaces secrets de défense d'intérêts particuliers. A mesure que ces cercles renforcent leur pouvoir, les hommes et les femmes perdent prise sur leur existence et deviennent des victimes des orientations prises dans (et sur) leur dos. Les collectivités sont vidées de leur pouvoir d'action sur leurs propres conditions d'existence au profit d'une forme nouvelle d'autoritarisme agissant au niveau planétaire. Les fondements démocratiques élémentaires se trouvent sapés et vidés de leurs contenus. _____

Parmi ces centres informels de domination planétaire, le G8 est l'instance la plus puissante et la plus durable. Mais, depuis une quinzaine d'années, les résistances au G8 se renforcent et s'élargissent. En 1989 à Paris, en 96 à Lyon, en 98 à Birmingham, en 99 à Cologne, des dizaines de milliers de manifestant-es ont exigé l'arrêt immédiat de ses politiques et ont remis en cause cette structure illégitime. En juillet 2001, des centaines de milliers de personnes manifestaient à Gênes, malgré la répression sauvage des **15**-ces de police, qui entraîna la mort d'un jeune manifestant.

En 2002, le G8 s'est réuni à Kananas dans les montagnes canadiennes, un endroit quadrillé par les forces de police et à l'abri des grondements de révolte et des élans d'espoir de celles et ceux qui résistent à la nouvelle domination planétaire.

Les sommets du G8 sont, pour une bonne part nous le savons, une mascarade médiatique. Mais ils ne sont pas que ça. Ils offrent aux peuples du monde qui exigent la justice sociale une opportunité de résister au nouveau désordre mondial, de faire porter la critique contre les institutions financières globales, de se confronter à ces chefs d'État autoproclamés gouverneurs globaux. Devant la critique, ces derniers cherchent des voies d'aménagement pour regagner en légitimité et font parfois de l'appel du pied pour remodeler superficiellement la gouvernance globale.

Les propositions pour une «gouvernance alternative globale», centrées sur la mise sur pieds d'institutions internationales censées assurer une «gouvernance globale réussie», par davantage de transparence et une consultation des associations ou des ONG sont des aménagements illusoire porteurs de dominations futures. Cela relève d'une politique de sparadrap qui n'interroge et ne remet pas en cause la logique profonde de ces institutions et est par conséquent d'emblée vouée à l'échec. Les cercles informels propulsant la mondialisation, au même titre que les institutions formelles agissant au niveau planétaire, sont non seulement les fers de lance du capitalisme mondialisé mais aussi l'incarnation de la domination bureaucratique la plus répugnante. Ils ne sauraient être réaménagés mais doivent être combattus. Les «solutions» ne viendront pas de global leaders ou de technocrates avant l'heure mais des luttes des femmes et des hommes au niveau local et mondial. Elles viendront de la mise en commun d'expériences, de l'échange et de la discussion, de l'articulation entre la pensée et l'action. Les «solutions» viendront de celles et ceux qui les pratiquent et les pensent, qui les font vivre et leur confèrent de la force. L'espoir vient de ces manières d'échanger et de se rencontrer et donne l'élan à l'invention de formes d'existence collective futures au niveau planétaire.

Il est évident que les «solutions» imposées par les potentats illuminés de la mondialisation nous enferment dans une impasse. Contrairement à eux, qui imposent, par les armes s'il le faut, des programmes et des dogmes néolibéraux, nous n'avons pas de solutions toute ficolées d'avance. Nous n'avons pas de certitudes absolues quant au monde que nous voulons. Nous n'avons pas de «solutions» à tous les problèmes du monde. Le monde lui-même est à réinventer collectivement dans l'échange international et la rencontre des peuples en lutte.

Mais nous savons une chose: le monde, imposé dans la marche forcée vers la mondialisation capitaliste, sera invivable – il l'est déjà pour la plupart d'entre nous. ... Nous connaissons trop bien le monde tel que les «global leaders» se l'imaginent. Nous savons que ce monde est synonyme de concurrence généralisée, de destruction des structures collectives, de domination brute et de logique guerrière. Ce monde-là, nous n'en voulons pas, car c'est un monde d'honneur. Un autre monde n'est pas seulement possible, il est urgemment nécessaire!

Nous ne voulons pas d'un monde où le critère régissant les rapports humains soit celui de l'économie et de l'accumulation des richesses – réservées à quelques-uns. Nous voulons d'un monde de solidarité et d'échange, qui permette à chacune et chacun de disposer des ressources nécessaires pour vivre dignement une existence autonome. Nous rejetons la logique du profit et nous nous organisons pour une économie qui produise pour combler les besoins de chacun selon des moyens discutés collectivement par les femmes et les hommes qui les mettent en œuvre.

Nous ne voulons pas d'un monde où la moitié des êtres humains, les femmes, subissent l'exploitation, l'oppression sexuelle, le poids quotidien de la contrainte, pendant que l'autre moitié, masculine, tire avantage de cette situation et contribue à la perpétuer. Nous voulons dépasser l'oppression des hommes sur les femmes en assurant à ces dernières et à tous l'accès aux ressources permettant de mener une existence libre.

Nous ne voulons pas d'un monde autoritaire dominé par le pouvoir de quelque-uns, acculant la majorité à l'impuissance et au silence. Nous voulons une véritable démocratie impliquant tous et toutes dans la définition et la réalisation collective des finalités communes. L'autoritarisme moderne des grômes guerriers (Bush, Blair, Aznar...) viole les principes démocratiques les plus élémentaires. Le **16**s femmes et les hommes doivent pouvoir décider pour

eux/elles-mêmes et par eux/elles-mêmes de leur destinée collective, sans exercice de la contrainte, et ce tant un niveau local qu'au niveau le plus global.

Nous ne voulons pas d'un monde où règnent les frontières et les fragmentations entre peuples, nations, ethnies, genre, etc. Les nations, et autres frontières de toute nature, sont les armes des puissants, manipulées pour régner et diviser, pour faire plier les populations devant un régime autoritaire. Nous voulons d'un monde «où tous les mondes aient leur place», comme disent les Zapatistes: un monde de pluralité et de rejet des frontières. Nous ne voulons pas non plus d'un monde où des personnes se trouvent contraintes à une vie moindre en raison de leur couleur de peau, de leur orientations sexuelles ou de leur appartenance culturelle. Autant de frontières à abattre pour construire un autre monde.

Les luttes menées partout sur la planète permettent de réinvestir des terrains de pouvoir accaparés par les chevaliers de la mondialisation. Dans les écoles, les entreprises, les universités, les hôpitaux, les quartiers, les squats, etc., il est urgent que nous prenions conscience des dangers de la nouvelle domination planétaire et de ses conséquences sur nos conditions de vie les plus immédiates. Il est urgent que partout où les gens vivent, ils/elles se battent pour que la résistance grandisse et se multiplie jusqu'à faire craquer les basses de la domination planétaire. Il est urgent que le plus grand nombre entre en résistance contre le monde de barbarie qui nous est imposé et pour le monde de vie que nous impulserons.

Les centres de pouvoir sont de plus en plus éloignés et abstraits, les gouvernements et les États de plus en plus autoritaires, illégitimes, sourds aux critiques et déconnectés des populations du monde. Les mouvements de résistances semblent, aux yeux de beaucoup, n'avoir pas de prise et pas de portée réelle. Pourtant, ce n'est pas le cas et il faut rappeler l'efficacité collective des mouvements de résistance. Ces derniers contribuent à vider les centres de pouvoir de leur pouvoir et recentrer le pouvoir sur la résistance sociale et l'existence quotidienne. La marchandisation des rapports sociaux, l'illusion du libre-choix qu'entretient jusqu'à plus soif la société libérale (alimentation, travail, loisirs...), les rapports de domination patriarcaux et racistes ne sont pas d'inébranlables fatalités. Il est possible de conquérir des espaces d'autonomie, de s'organiser et de vivre autrement. Nous résistons en créant et nous créons en résistant. Manifester dans la rue, ouvrir des espaces de discussion, d'échanges, inventer des modes de fonctionnement qui placent le respect, l'écoute et la créativité au centre des relations humaines, c'est proposer des nouvelles formes de vie collective dans un système qui n'en veut pas. Et qui nous le fait bien savoir...

Notes

- 1) Peter Hajnal and John Kirtan, «The Evolving Role and Agenda of the G7/G8: A North American Perspective», NIRA Reviews, Spring 2000, p.5
- 2) Titus Alexander quoted in Salih Booker and William Winter, «Global Apartheid», The Nation, July 9, 2001.
- 3) «Reforming the Global Financial Architecture: A Chronology», www.fin.gc.ca/activy/finarchef_e.html
- 4) Pierre Marc Johnson and Karel Mayrand, «Beyond Trade: Broadening the Globalisation Governance Agenda», <http://www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/johnson1.htm>, p. 2.
- 5) «Patriarcat et mondialisation», Infokiosk féministe & Casse-Rôles, Lausanne, mars 2003.

Aperçu (non exhaustif) des pays du G21 invités à Evian

Les pays faisant partie du G21 ne sont pas choisis au hasard. Ce sont, en plus des membres du G8, ce sont des «pays émergents». Effectivement, tout semble indiquer que sont représentés les «meilleurs élèves» du FMI, et donc les promoteurs les plus représentatifs de la «démocratie» et du bien être de toutes et tous par le libre fonctionnement du marché. La palette de pays figurant ici vise à donner une image assez parlante des élus de l'élite mondiale en terme de démocratie et de «santé» économique. Outre les membres du G8, les pays présents au sommet d'Evian seront: l'Égypte, l'Algérie, le Nigeria, l'Afrique du Sud, **17**e Sénégal, le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Mexique, le

Brazil, la Chine, la Malaisie, l'Inde et... la Suisse, invitée par Chirac en dédommagement des traces sécuritaires occasionnés par le sommet. Les États du G21 font souvent parler d'eux pour leur manque de transparence démocratique de leur régime politique et leurs menées répressives sur certaines franges de la population. On pense notamment à la répression contre les homosexuels en Egypte, aux ghettos noirs de l'Afrique du Sud ou aux régimes monarchiques, autoritaires et fortement patriciaux de l'Arabie Saoudite et du Maroc.

La Turquie

Actuellement, 40 % de la population vit avec moins de 1,5 dollars par jour. Le taux d'inflation avoisine les 80 % et le nombre de chômeur-ses s'est accru de 1 million entre 2001 et 2002. En 2002, le gouvernement a reçu un crédit de 16 milliards de dollars du FMI pour son soutien aux USA dans la «lutte internationale contre le terrorisme». En ce qui concerne la situation politique, la Turquie contemporaine a vu défiler à sa tête une série de présidents directement sortis des rangs de l'armée. Sur dix présidents depuis la fondation de la République en 1923, six étaient des militaires. L'autonomie des militaires est supérieure à tout autre pays «démocratique». Ces derniers sont au bénéfice d'une multitude d'avantages que ne possèdent pas les autres fonctionnaires. Au niveau constitutionnel, aucune opposition n'est tolérée, comme en témoigne cet extrait de la Constitution turc: «Aucune opinion ou pensée ne peut être protégée si elle va à l'encontre des intérêts nationaux turcs (...) des valeurs traditionnelles et spirituelles du peuple turc (...), principes et réformes modernistes d'Atatürk» (Atatürk est le Général qui en 1923 s'appuya sur l'armée pour fonder la République turque).

Plus concrètement, des mesures de censure des médias ont été prises en février 2002. La chaîne de TV (Gun TV) fut interdite pour avoir passé des chansons kurdes. La Turquie se distingue par des conditions de détention carcérale particulièrement inhumaines, notamment le régime d'isolement cellulaire appliqué à plusieurs milliers de prisonniers politiques. Les femmes sont régulièrement brutalisées, torturées, agressées sexuellement et violées par des agents de l'État agissant en toute impunité. Il est courant que des policiers hommes déshabillent entièrement les femmes au cours des interrogatoires et leur face subirent des sévices. Les conditions de détention pénitentiaires sont l'objet de nombreuses protestations. Des grèves de la faim et mouvements de protestation ont entraîné la mort de centaines de personnes.



L'Egypte

Selon les statistiques officielles, 23 des 65 millions d'Egyptien-nes vivent sous le seuil de pauvreté. Le pouvoir d'achat a plongé suite aux dévaluations de la monnaie. En 2001, 60 hommes soupçonnés d'homosexualité ont été arrêtés au Caire et jugés devant un tribunal d'exception. Inculpés pour «violation des enseignements de la religion et propagation d'idées dépravées et d'immoralité sexuelle», 23 d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison avec travaux forcés. La torture et les mauvais traitements ont été infligés aux suspects pour leur faire avouer leur homosexualité. L'arrestation, la torture et la condamnation de certains hommes en raison de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée, ont été permises par le gouvernement Mubarak (interlocuteur privilégié des gouvernements occidentaux). Les féministes, les intellectuelles, les défenseur-ses des minorités coptes ainsi que les minorités religieuses, subissent la même répression, l'humiliation et la vexation de la part d'un régime qui entend donner des gages aux islamistes, et peut coûter dans le meilleur des cas, l'exil, dans le pire, la mort. En détention, la torture constitue une pratique généralisée et systématique des forces de police.



La Russie

La guerre contre les rebelles tchétchènes a entraîné la mort de dizaines de milliers de civils. Selon Human Rights Watch, 260 000 personnes ont été déplacées depuis le début du conflit. Amnesty International fait état du non-respect du droit humanitaire, les victimes étant avant tout des enfants et des femmes issus de minorités ethniques. Le président Poutine reprend la rhétorique anti-terroriste des USA et fait des parallèles douteux entre Al-Qaïda et les rebelles tchétchènes. La prise d'otage de l'opéra de Moscou en octobre 2002 est récupérée comme le 11 septembre russe. Ces campagnes militaires se sont accompagnées par un musellement de médias indépendants tels que NTV ou TV6, critiques envers la solution adoptée par le Kremlin. Tout opposant à l'autorité du président est décrit sans avoir voix au chapitre. Pour ce qui est des «alternaternalistes», ils sont qualifiés par les tenants de la presse et des chaînes de télévision de «terroristes» ou «d'espions».

En Russie, 27 % de la population vit officiellement en dessous du seuil de pauvreté, on parle officiellement de 40%. Poutine vante de plus le retour de la Russie sur la scène internationale mais à quel prix? : réformes ultralibérales, réduction des dépenses sociales, influence croissante des USA, notamment via les plans concoctés par le FMI. Sous couvert d'une lutte acharnée contre la corruption des oligarques choyés par Eltsine, Poutine installe en Russie une véritable «dictature de la loi» (Monde diplomatique, février 2003). Il n'a pas manqué de placer ses fidèles aux postes clés de l'économie, de la politique et des médias. En février 2002, suite aux exigences du FMI, un nouveau code du travail favorisant la position du patronat est mis en place. Une réforme des impôts, déjà à l'avantage des entrepreneurs, avait été adoptée en 2001. On assiste donc en Russie, à l'instar de ce qui se passe aux USA, à l'accroissement progressif du pouvoir présidentiel au détriment du pouvoir décentralisé des régions et des chambres. En maintenant son peuple dans la psychose sécuritaire, le gouvernement russe tente d'écartier toute atteinte à son autorité et l'État répressif se renforce.



Le Sénégal

Le secteur économique privé est majoritairement, pour ne pas dire exclusivement, entre les mains des groupes industriels transnationaux français. Suite aux plans d'ajustements structurels et des dévaluations du franc CFA de 1994 sous l'égide du FMI, les prix ont augmenté de 60 % en l'an 2000 dans le secteur des produits alimentaires. La politique de privatisation des entreprises étatiques a été qualifiée de véritable «politique de liquidation» par Sanou M'Baye. Selon le PNUD, en 2002, 65 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La série de plans d'ajustements structurels inaugurés dans les années 1980 sous la tutelle du FMI et sous le gouvernement de Abdou Diouf, a plongé le pays dans une crise profonde que le changement de gouvernement de 2000 n'est pas en mesure de résoudre. Le Sénégal est actuellement un des pays les plus pauvres du globe (160ème rang sur 175 selon la classification du PNUD en 2002) et celui qui bénéficie de la plus importante aide financière au niveau international. La population ne doit sa survie qu'à l'économie informelle. En effet, sur une population active de 3 800 000 seuls 200000 salarié-es sont recensés. Dans le sud du pays, on assiste à des arrestations arbitraires, des disparitions et à la torture d'indépendantistes de Casamance.



La Chine

Selon l'historien Wang Hui, « depuis la fin des années 70, et surtout depuis 1989, le gouvernement chinois a engagé une politique de libéralisation radicale et rejoint les acteurs les plus enthousiastes de la mondialisation (Monde diplomatique, avril 2002). Un nouveau type d'inégalité sociale voit le jour, suite à l'effritement progressif des coutures sociales, l'exode forcé des paysans vers les villes et l'accroissement d'un chômage de masse dû aux ajustements structurels à l'économie de marché. C'est notamment à travers l'engagement de la Chine à entrer dans l'OMC, et donc de l'ouverture de son marché intérieur au commerce mondial, qu'une frange de plus en plus large de sa population tombe dans la précarité. Les perdantes sont les grandes productions agricoles et l'industrie de pointe déjà installée en Chine. En 1989, un large mouvement de protestation contre l'autoritarisme de l'Etat, constitué d'étudiants mais aussi de groupes d'intérêts particuliers, est écrasé dans le sang (les événements de la place Tiananmen). L'Etat chinois prend note de la crise dans laquelle se trouve le pays. Ce sont les groupes d'intérêts libéraux ayant participé à la contestation qui récupèrent les bénéfices du mouvement social, vidant ainsi le contenu de la volonté populaire de démocratisation de l'Etat. En agissant sous le couvert du mouvement, la faction libérale se posa comme une force contestataire luttant pour la liberté. Son but étant, selon Wang Hui, dans des rapports complexes avec un Etat en quête de légitimité, de développer le marché intérieur et favoriser la privatisation des richesses à son profit. En bref, l'essor croissant des marchés plonge non seulement une frange de la population déjà défavorisée par l'exode et le chômage de masse, surtout des femmes, mais cette situation favorise aussi une nouvelle forme d'autoritarisme relativement bien maîtrisée (pour combien de temps?) par l'Etat réformé: la caution de l'ineffectivité de la logique des marchés. En outre, on assiste régulièrement à la répression politique des autorités, notamment à l'encontre des Tibétains, victimes d'arrestations arbitraires, de mauvais traitements, de tortures. —



Le Maroc

En 1999, 19% des Marocain-es se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté. Deux ans plus tard, environ un quart des Marocain-es sont au chômage, 4 millions vivent avec moins de 1,5 dollars par jour et le service de la dette extérieure avoisine les 30 % des recettes du pays. Le Maroc du roi Hassan II recourra à l'aide du FMI et de la Banque Mondiale en 1983. Un sondage paru dans le journal en 1998, 3,1 % des Marocain-es font confiance aux responsables politiques et 3,9% à la police. Malgré la succession de Hassan II par son fils Mohammed VI, et l'alternance dans le gouvernement, la classe dirigeante continue dans le mépris des plus défavorisés, notamment avec le travail des enfants, la maltraitance des femmes, et la corruption. En effet, le roi gouverne par décret, enlevant tout poids politique et d'action au Parlement et au Gouvernement (leur rôle subalterne est inscrit dans la Constitution marocaine). Toute opposition trop encombrante au régime est interdite et réprimée. Au sud du pays, un peuple se bat depuis plus de 25 ans pour son autonomie: les Sahr-**20**-aouis. Peuplant le Sahara Occidental depuis des siècles,

les Sahraouis sont un des derniers peuples encore colonisés. Enfermés dans des camps sur un territoire convoité par le Maroc et la Mauritanie pour ses ressources en minerais et les eaux poissonneuses de sa côte, les Sahraouis sont actuellement victimes de répressions et d'emprisonnements arbitraires de la part de l'armée marocaine. Sous le régime de Hassan II, plus de mille Sahraouis ont disparu (voir: Le peuple Sahraoui et le Sahara Occidental, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, 1999). Pour plus de détails sur la situation des Sahraouis: <http://www.ars.org> —



Le Mexique

Le peuple mexicain a vécu entre 1930 et 2001 sous la dictature du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel). Entre 1988 et 1994, le président Salinas renforça les politiques néolibérales initiées par ses prédécesseurs et entreprit de remplacer l'économie étatisée et protectionniste du Mexique par l'entreprise privée et le libre-échange. Le point culminant de son programme fut l'ALENA (Accord sur le Libre-Echange Nord-Américain, voir encadré ci-dessous). Pour le Mexique, l'ALENA a notamment signifié le dumping du maïs américain subventionné au détriment de la viabilité des cultures vivrières de la paysannerie. Il a aussi servi de prétexte pour éliminer les obstacles juridiques au demandement de la propriété commune des terres (réforme de l'article 27 constitutionnel garantissant le caractère inaliénable des terres ejidales). —

La politique néo-libérale de Salinas mena à l'insurrection zapatiste. Le 1 janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'ALENA, les peuples autochtones du Chiapas prennent les armes. L'objectif de l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) était et est toujours de briser la mainmise d'une minorité de nantis sur la terre et sur ses ressources; au détriment des Indien-nes et autres paysan-nes pauvres auxquels sont refusés les droits élémentaires. Zedillo, élu président en 1994, réprime la révolte zapatiste en instaurant une guerre de basse intensité. Il s'est surtout illustré par une violation systématique des droits humains, les détentions et assassinats de nombreux opposant-tes, le développement massif de la militarisation dans les communautés indiennes, s'attaquant aux populations civiles et en particulier aux femmes à travers les violences sexuelles et les viols systématiques. Cette logique culmine avec le massacre d'Acteal en décembre 1997 où des paramilitaires assassinèrent 45 indigènes (en majorité des femmes et des enfants). —

La politique néo-libérale du PRI toucha de plein fouet l'ensemble des Mexicain-nes, fragilisant davantage la situation des plus pauvres (70,6% de Mexicain-nes vivent dans la pauvreté, dont 15 millions dans la «pauvreté extrême» c'est-à-dire avec moins de 1 US\$ par jour). Entre 1982 et 2000, la dette extérieure du Mexique a quasi triplé (passant de 57 milliards de dollars à 157 milliards) bien que le pays ait payé 8 fois la somme qu'il devait – selon la Banque mondiale, le Mexique a remboursé 478 milliards de dollars. Le pays rembourse en s'endettant, cela au détriment des dépenses sociales (éducation, santé, ...) et de l'investissement public (logement, infrastructure). A titre indicatif, les trois Mexicains les plus riches ont une fortune supérieure au revenu de plus de la moitié de la population du pays. L'hégémonie du PRI pris fin en décembre 2001 avec l'élection de Vicente Fox, ancien président de Coca-Cola au Mexique et candidat du Parti d'Action Nationale (PAN), parti de droite. Malgré la Marche zapatiste pour la dignité sur Mexico en février 2001 et le vote d'une réforme de loi appelée «ley indígena» devant répondre aux revendications des indigènes, Fox ne préconise que la prolongation de la politique de Zedillo et de l'économie néo-libérale de Salinas, politiques imposées par le FMI et la Banque Mondiale et garantissant les seuls intérêts des multinationales. La loi indigène ne considère pas les peuples indigènes comme des sujets de droit public mais uniquement comme des sujets d'intérêt public et ne reconnaît pas le caractère inaliénable des territoires communautaires (garanti par l'article 27 constitutionnel, conformément à la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail, dont le Mexique est signataire). On peut citer en exemple la mi-**21**-se sur pieds du projet néo-libéral appelé «Plan Puebla

Panama» qui vise à faciliter le passage des marchandises du Pacifique vers l'est Nord-Américain. La création de ces couloirs est prévue dans les régions où la concentration importante de la population rurale assurera une main d'œuvre indigène à bon marché (qui est l'une des moins chères au monde).

La CCIODH (Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains) qui s'est tenue au Chiapas en février 2002 l'a bien montré : depuis le changement de gouvernement les violations des droits humains continuent, plusieurs défenseurs des droits humains ont été assassinés, la militarisation n'a pas diminué, les paramilitaires continuent de terroriser les indigènes, une situation généralisée d'impunité prédomine, les difficultés d'accès à la justice sont immenses, la situation économique et sociale dans les communautés s'est encore détériorée. Pour plus d'informations, voir <http://www.pankea.org/elokal/chiapas/cciodh/>



— L'ALENA (Accord de Libre Echange Nord-Américain) et la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques) —

L'ALENA est un traité entre les États-Unis, le Mexique et le Canada entré en vigueur en 1994 et qui établit le libre-échange entre ces trois nations. Cela signifie que les taxes (et tarifs douaniers) sur les biens d'importations sont éliminées, donnant aux investisseurs des trois pays accès aux marchés des autres pays. Pour les non-investisseurs, c'est une toute autre histoire puisqu'il est de plus en plus difficile de traverser les frontières. En facilitant le passage des capitaux, mais en rendant le déplacement des populations plus difficile, les compagnies peuvent faire jouer une force de travail contre l'autre, puisque les travailleurs-euses sont confinés-e-s dans leur pays. Si les salaires sont trop élevés dans un pays, ou si la présence de syndicats freine leur conquête aux profits, les transnationales et les compagnies peuvent simplement relocaliser leurs entreprises dans un autre pays où le salaire est moins élevé et où les lois sont plus permissives.

L'ALENA interdit d'imposer aux multinationales des obligations spéciales, par exemple par rapport au contenu national, à l'embauche, aux conditions de travail et au rapatriement des profits. Mais surtout, il permet aux entreprises de poursuivre directement les États devant un tribunal spécial secret si ceux-ci adoptent des lois, règlements ou des jugements de court susceptibles de diminuer leurs profits. Par exemple, le Canada a retiré un règlement sur l'environnement et a compensé une compagnie américaine produisant un additif toxique de l'essence. C'est là une méthode de contrôle direct du capital sur l'État, sans aucun souci de façade démocratique.

La ZLEA est l'extension de l'ALENA à tout le continent américain, sauf Cuba, et devrait entrer en vigueur en 2005. La ZLEA s'élabore dans des tables de négociation permanentes qui traitent des thèmes suivants : agriculture, marchés publics, investissements, accès aux marchés, subventions, antidumping et droits compensateurs, services, droits de propriété intellectuelle, politique de la concurrence, règlement des différends. Chaque pays désigne un responsable pour chacune de ces commissions, mais les États-Unis conservent néanmoins son hégémonie et dominent toutes les négociations. Jusqu'à l'année dernière, ces négociations sont demeurées secrètes. C'est seulement grâce à la pression sociale et citoyenne exprimée lors du Sommet des Amériques d'avril 2001 à Québec que le brouillon de l'accord fut publié. Malgré le secret opaque entourant les négociations de la ZLEA, certaines fuites laissent entrevoir un renforcement de l'ALENA pour faciliter la privatisation des services publics tels la santé, l'éducation et même les services sociaux sur le modèle des États-Unis et au profit de leurs transnationales œuvrant dans ces domaines. Les gouvernements devront prouver devant les instances quasi judiciaires de la ZLEA que les services publics, considérés comme des monopoles, sont absolument nécessaires et ne sont pas «anti-compétitifs»...

Le général Colin Powell, actuel Secrétaire d'État des États-Unis, signale clairement : «notre objectif avec la ZLEA est de garantir aux entreprises nord-américaines le contrôle d'un territoire qui va du pôle arctique jusqu'à l'Antarctique, le libre accès de nos peuples aux produits, services, technologie et au capital de tout le continent».

— Lexique —

— **Accords de Bretton Woods.** Conclues en juillet 1944 dans la ville du même nom par quarante-quatre États en guerre contre les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) ces accords visaient la mise en place d'un système monétaire international et d'institutions chargées de prêter à long terme pour financer des opérations de développement et faciliter l'accès de nouveaux pays aux marchés financiers internationaux. Les pays membres étaient tenus d'adopter des politiques économiques garantissant l'équilibre de leur balance des paiements (équilibre dépenses-recettes). Deux organismes, connus comme les «institutions de Bretton Woods», furent notamment créés : le FMI et la Banque mondiale. La décision américaine, en 1971, de supprimer la convertibilité du dollar en or sonna le glas de ces accords et transforma le rôle de ces institutions au niveau international.

— **Banque Mondiale (ou Banque internationale de reconstruction et de développement).** Elle a été créée en 1944 suite aux Accords de Bretton Woods. Dans les années 50, des pays du Tiers Monde ont tenté de mettre sur pieds, dans le cadre de l'ONU, un fonds spécial destiné au développement économique qui ne repose pas sur des principes bancaires. Emmenés par les USA, les pays riches et industrialisés ont torpillé cet effort. Dès les années 80, la Banque mondiale a été, avec le FMI, le fer de lance des programmes d'ajustement structurel, et un des facteurs de propagation de la misère au niveau mondial.

— **Capitalisme.** Système économique où les moyens de production (terre, matériaux et outils) des biens sont accaparés par des personnes privées - contrairement à un système où ils appartiendraient à la collectivité. Elles sont propriétaires des sources de revenu alors que le travail est assumé par une main d'œuvre et non-proprétaire. La production et la consommation ne sort idéalement pas régularisées et obéissent à la

entre les êtres humains. Aucune instance de régulation ne doit venir interférer ces relations d'échange, surtout pas les formes de solidarité assurées par l'Etat-social. Les néolibéraux combattent sans retenue les institutions assurant un minimum de solidarité sociale, vues comme limitant la liberté individuelle. Dans leur vision idéale, l'Etat n'a aucune fonction politique légitime mais doit cependant intervenir pour assurer le respect des règles nécessaires au fonctionnement de l'économie et assurer la protection de la propriété privée. Il n'y a donc aucune place pour l'Etat social (santé, éducation, services publics, etc.) ; toute la place est laissée à un Etat autoritaire, répressif, policier, militaire et punitif. Ces idées fondamentales inspirent tous les programmes politiques néolibéraux. M. Thatcher, première ministre britannique de 1979 à 1993, disait : « faisons reculer les frontières de l'Etat » et les autres idéologues néolibéraux prônent sans relâche la réduction de l'Etat, la déréglementation et l'accroissement du rôle des intérêts privés.

Libre-échange. Doctrine fondée sur l'hypothèse que la circulation libre des biens conduit à un enrichissement des différents pays par le commerce, car chacun se spécialise dans les secteurs où il est le mieux placé. Un tel schéma, dont la validité n'a jamais été prouvée mais qui oriente pourtant toutes les politiques de l'OMC, ne tient pas compte des rapports de forces internationaux, des inégalités de départ ou des modifications des taux de change.

Mondialisation. Processus d'augmentation des interdépendances, économiques, culturelles, politiques, entre les univers locaux et nationaux de la planète. Dans les faits, ce processus signifie une immense concentration du pouvoir et de la richesse au profit de quelques-uns au détriment d'un maximum d'être humains. La mondialisation s'articule au capitalisme dans la mesure où elle est le fruit des politiques menées par les entreprises capitalistes multinationales et des organismes internationaux pour exploiter une main d'œuvre peu coûteuse et sans protection, conquérir de nouveaux marchés, étendre les formes d'accumulation du pouvoir et de la richesse notamment par les délocalisations.

Néolibéralisme. Ce terme renvoie autant à une idéologie, une vision du monde, un ensemble de théories économiques et à des programmes politiques. Au cœur de la conception néo-libérale, on trouve l'idée qu'une société réellement efficace fonctionne à la compétition des intérêts individuels – pour M. Friedman, chantre du néolibéralisme, « la seule responsabilité sociale du néolibéralisme est d'accroître ses profits ». L'échange de marchandises et la recherche de gains privés est le mode idéal de coordination

entre les êtres humains. Aucune instance de régulation ne doit venir interférer ces relations d'échange, surtout pas les formes de solidarité assurées par l'Etat-social. Les néolibéraux combattent sans retenue les institutions assurant un minimum de solidarité sociale, vues comme limitant la liberté individuelle. Dans leur vision idéale, l'Etat n'a aucune fonction politique légitime mais doit cependant intervenir pour assurer le respect des règles nécessaires au fonctionnement de l'économie et assurer la protection de la propriété privée. Il n'y a donc aucune place pour l'Etat social (santé, éducation, services publics, etc.) ; toute la place est laissée à un Etat autoritaire, répressif, policier, militaire et punitif. Ces idées fondamentales inspirent tous les programmes politiques néolibéraux. M. Thatcher, première ministre britannique de 1979 à 1993, disait : « faisons reculer les frontières de l'Etat » et les autres idéologues néolibéraux prônent sans relâche la réduction de l'Etat, la déréglementation et l'accroissement du rôle des intérêts privés.

OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique). L'OCDE a succédé en 1961 à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OEEC), créée à la fin de la seconde Guerre mondiale pour appliquer le « Plan Marshall » (programme américain de reconstruction de l'Europe). Elle vise à renforcer l'économie des pays membres d'en améliorer l'efficacité, de promouvoir l'économie de marché, de développer le libre-échange et de contribuer à la croissance. Elle a récemment élargi son champ de vision et d'action à tous les pays du monde et étudie comment la mondialisation ouvre de nouvelles perspectives de croissance capitaliste. Elle est un instrument puissant d'expansion économique des pays membres. Elle est l'initiatrice de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements) qui a provoqué un tollé en 1998 et a finalement été retiré. Les pays membres sont : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République Tchèque, Royaume Uni, Suède, Suisse, Turquie.

les hommes au détriment des femmes. En outre, il structure la domination des hommes sur les femmes, par le biais de la naturalisation des catégories de sexe.

Privatisation. Passage de biens publics (en général entreprises à caractère industriel ou commercial) à la propriété privée. La privatisation, qui est une privation de biens pour le plus grand nombre au profit d'une minorité, est un des axes clé du néo-libéralisme, pour lequel ce qui est privé serait économiquement plus « efficace »,

Programmes d'ajustement structurel. Au début des années 1980, les pays riches du Nord, après avoir contribué à endetter les pays pauvres par des programmes d'industrialisation, se rendent compte que le Sud risque d'être incapable de rembourser ses dettes. Les programmes d'ajustement structurels sont alors lancés par la Banque mondiale et le FMI. Ils supposent la diminution des déficits budgétaires en réduisant la « demande excessive » dans l'économie domestique, la privatisation des entreprises publiques et, plus généralement, une réduction de la taille du secteur public; la privatisation des services de base comme l'eau, la santé, l'éducation; libéralisation du commerce, politique monétaire anti-inflationniste; la flexibilisation des marchés du travail par la levée de protections du travail. La stratégie de l'ajustement structurel, menée par la Banque mondiale et appliquée scrupuleusement par le FMI, a eu pour conséquence de briser complètement la croissance des pays du Sud, de stopper net la dynamique du développement économique et social amorcée de 1960 à 1980, de détruire les infrastructures locales et de priver la population de la santé, l'éducation, l'indymedia.

ONU (Organisation des Nations Unies).

Née de l'union des pays alliés durant la seconde Guerre mondiale elle rassemble 185 Etats du monde, qui constituent son assemblée générale. Elle a plusieurs organes: Assemblée générale, Conseil économique et sociale, Conseil de sécurité, Conseil de tutelle, Cour internationale de justice et Secrétariat. Parmi les institutions internationales, c'est la plus démocratique et la plus représentative puisque elle est basée sur le principe du vote par pays, contrairement au FMI et à la Banque mondiale. Mais elle n'en reste pas moins fortement la proie des intérêts des multinationales et se soumet souvent à leurs orientations.

Patriarcat. Système de domination des hommes sur les femmes, où l'autorité est fondée sur la prépondérance masculine. Le patriarcat renvoie à l'organisation d'une société dans laquelle le pouvoir est détenu et monopolisé par

Sites internet

Pour en savoir plus sur le G8 et son agenda de gouvernance globale on peut consulter : Sites officiels du Gouvernement français sur le sommet du G8 : <http://g8.gc.ca> Centre d'information sur le G8 de l'Université de Toronto : [http://www.g7.utoronto.ca/le_nouveau_partenariat_pour_le_developpement_de_l'Afrique_\(NEPAD\)](http://www.g7.utoronto.ca/le_nouveau_partenariat_pour_le_developpement_de_l'Afrique_(NEPAD)) ; <http://www.nepad.org> Une attaque anarchiste contre la gouvernance globale : <http://trakehcapital.net/attaque.pdf> Sites d'information sur les actions contre le G8 d'Evian (juin 2003) : <http://www.evian-g8.org> Coordination anti-OMC de Lausanne : http://www.squat.net/contre-attaqueForum_social_lemannique : <http://www.forumsociallemannique.org/CLAAACG8> ; <http://www.claaacg8.org/indymedia.ch> <http://www.indymedia.org/http://switzerland.indymedia.org>

